Nations Unies E/ESCAP/70/12

Conseil économique et social

Distr.: Générale
24 décembre 2013

Français
Original: Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-dixième session
Bangkok, 19-23 mai 2014
Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*
Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales: Transport

Rapport du Forum des ministres asiatiques des transports sur sa deuxième session

Résumé

La deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports a eu lieu à Bangkok. Elle comprenait deux segments: le segment hauts responsables (4-6 novembre 2013) et le segment ministériel (7-8 novembre 2013). Le Forum a réuni 168 représentants, dont 22 responsables au niveau ministériel, de 26 membres de la Commission et d'un pays non membre, ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'organisations non gouvernementales et associations du secteur privé de l'Asie et du Pacifique.

Le Forum a passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016), et a traité des problèmes émergents concernant le développement des transports dans la région. Il a souligné le rôle des transports, et ses travaux ont débouché sur l'adoption de la Déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale, laquelle offre un cadre général pour l'orientation future des travaux du secrétariat, s'agissant notamment de poursuivre la mise en œuvre du Programme d'action régional, phase II, et de promouvoir l'application des trois accords intergouvernementaux (portant respectivement sur le réseau de la Route d'Asie, le réseau du Chemin de fer transasiatique et les ports secs) dans la planification et l'amélioration des réseaux régionaux de transport.

Le Forum a marqué une étape importante de l'histoire du développement des transports dans la région avec l'ouverture à la signature de l'Accord intergouvernemental sur les ports secs. Cet Accord a été signé par les pays ci-après: Arménie; Cambodge; Chine; Fédération de Russie, Indonésie; Iran (République d'); Mongolie, Myanmar, Népal, République de Corée, République démocratique populaire lao; Tadjikistan; Thaïlande; et Viet Nam. En outre, la Thaïlande a été le premier pays à le ratifier. Le Forum a également joué un rôle très utile en permettant aux grandes organisations de transport de présenter leurs travaux et de faire connaître les innovations les plus récentes en matière de transport durable à l'occasion de sessions spéciales et d'une exposition.

La Commission voudra peut-être examiner et approuver la Déclaration ministérielle et donner ses directives au secrétariat quant à son application ainsi que sur toute autre question relevant du rapport du Forum sur sa deuxième session.

* E/ESCAP/70/L.1.

Table des matières

Page

I. Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention 2
A. Déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale 2
B. Recommandations 5
II. Compte rendu des travaux 6
A. Examen de l'application de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016) 6
B. Questions majeures dans le domaine des transports 7
C. Projet de déclaration ministérielle 14
D. Adoption du rapport des hauts responsables. 14
E. Débat d'orientation sur « Les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale ». 14
F. Questions diverses. 21
G. Adoption de la déclaration ministérielle. 21
H. Adoption du rapport du Forum 21
III. Organisation 21
A. Ouverture, durée et organisation du Forum 21
B. Participants 22
C. Élection du Bureau 22
D. Ordre du jour 23
E. Manifestations parallèles. 24
Annexe Liste des documents 25

I Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention

A. Déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale

Le Forum des ministres asiatiques des transports recommande à la Commission d'approuver le document final adopté à sa deuxième session.

Nous, Ministres des transports et représentants des membres et membres associés de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique présents à la deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports, tenue à Bangkok du 4 au 8 novembre 2013,

Reconnaissant le rôle important de systèmes de transport sûrs, efficaces, propres, fiables et de coût abordable pour favoriser une croissance économique durable, améliorer la protection sociale et renforcer l'intégration régionale en Asie et dans le Pacifique,

Réaffirmant notre engagement en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, y compris le Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016), et le Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux[1],

Rappelant le document final, intitulé « L'avenir que nous voulons[2] », de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, dans lequel la Conférence a constaté que les transports et la mobilité étaient déterminants pour le développement durable,

Convaincus de l'importance que revêtent la circulation effective des personnes et des biens et l'accès à des moyens de transport écologiquement rationnels, sûrs et d'un coût abordable pour améliorer la justice sociale, la santé, la capacité d'adaptation des villes, les liens entre villes et campagnes et la productivité dans les zones rurales,

Soulignant qu'il importe de travailler à éliminer les obstacles physiques et non physiques à l'utilisation et au développement des réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique dans les différents pays membres,

Rappelant la résolution 64/255 de l'Assemblée générale, en date du 2 mars 2010, sur l'amélioration de la sécurité routière mondiale, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la décennie 2011–2020 Décennie d'action pour la sécurité routière, et la résolution 66/260, en date du 19 avril 2012, sur l'amélioration de la sécurité routière mondiale, dans laquelle elle a encouragé les États membres qui ne l'avaient pas encore fait à élaborer des plans nationaux conformes au Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011–2020,

Saluant l'adoption de la Déclaration commune sur l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique à la Réunion d'experts sur les progrès accomplis dans l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique, tenue à Séoul du 8 au 10 mai 2013, dans laquelle l'importance de la sécurité routière a été reconnue en tant qu'enjeu du développement durable[3],

Rappelant la résolution 68/10 de la Commission, en date du 23 mai 2012, relative au renforcement de l'intégration économique régionale en Asie et dans le Pacifique, dans laquelle la Commission soulignait que l'intégration économique régionale pourrait jouer un rôle décisif pour ce qui est de propulser la région Asie-Pacifique vers un avenir inclusif, durable et résilient,

Soulignant qu'il importe de tenir compte des besoins particuliers de développement des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement lors de la mise en place de systèmes de transport durable,

Rappelant la résolution 69/6 de la Commission, en date du 1er mai 2013, sur l'application de la Déclaration de Téhéran en vue de

[1] Voir E/ESCAP/68/9, chap. I.

[2] Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

[3] Voir E/ESCAP/FAMT(2)/5, annexe.

promouvoir les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures en Asie et dans le Pacifique pour le développement durable, dans laquelle la Commission a pris note avec satisfaction de la Déclaration de Téhéran sur les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures en Asie et dans le Pacifique, qui a couronné le succès de la troisième Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures,

Saluant l'adoption de la Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et des services connexes dans le Pacifique à la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et de la logistique interinsulaires dans les pays du Pacifique, tenue à Suva du 23 au 25 juillet 2013[4],

Encouragés par la coopération régionale fructueuse qui a abouti à l'officialisation de l'Accord intergouvernemental sur les ports secs[5], lequel facilitera le développement de systèmes de transport plus durables et inclusifs par l'intégration des modes de transport, la facilitation du passage des frontières et du transport en transit, la promotion de l'utilisation de moyens de transport à haut rendement énergétique et à faible taux d'émission, et la création de nouvelles possibilités de développement dans les régions intérieures,

1. *Décidons* d'élaborer et d'appliquer des politiques et stratégies de transport, aux niveaux national et régional, qui favorisent le développement durable et l'intégration régionale par les moyens suivants:

a) En promouvant une approche intégrée de la planification et des politiques de transport, compte tenu des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable;

b) En renforçant la coopération régionale pour le développement et l'opérationnalisation de l'infrastructure de transport régionale et interrégionale;

c) En améliorant l'accès par les moyens de transport aux régions rurales intérieures et éloignées, en particulier dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;

d) En continuant à mettre la sécurité routière en bonne place dans le programme de développement durable;

2. *Invitons* les États membres à prendre en considération la question du transport durable dans le débat sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015;

3. *Encourageons* les États membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer l'Accord intergouvernemental sur les ports secs[5], puis à y accéder, à le ratifier, à l'accepter ou à l'approuver afin de permettre sa rapide entrée en vigueur;

4. *Prions* la Secrétaire exécutive de continuer à accorder la priorité à la mise en œuvre du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II

[4] Voir E/ESCAP/FAMT(2)/6.

[5] Résolution 69/7 de la Commission, annexe.

(2012-2016)[6], notamment pour aider les membres et membres associés régionaux dans l'action qu'ils mènent aux fins suivantes:

a) Pour développer et opérationnaliser les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique et les ports secs d'importance internationale;

b) Pour prendre des mesures de facilitation du transport transfrontalier et en transit sur les réseaux régionaux et interrégionaux de transport;

c) Pour développer les transports maritimes interinsulaires dans les pays archipélagiques et insulaires par la mise en œuvre de la Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et des services connexes dans le Pacifique[4];

d) Pour élaborer et appliquer des politiques et stratégies de transport durable, en particulier en vue de promouvoir des transports multimodaux à haut rendement énergétique, de développer des systèmes intégrés de transport public urbain, y compris la promotion des déplacements non motorisés, et d'améliorer l'accès par les moyens de transport aux régions rurales et éloignées;

e) Pour continuer d'améliorer la sécurité routière, notamment par la mise en œuvre de la Déclaration commune sur l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique[3], dans laquelle étaient tout particulièrement mentionnés les besoins des usagers de la route vulnérables;

5. *Prions également* la Secrétaire exécutive de continuer à:

a) Assurer une coordination efficace avec les autres organismes des Nations Unies et institutions multilatérales spécialisées ainsi qu'avec les organisations sous-régionales pertinentes;

b) Collaborer avec les institutions internationales et régionales de financement, les donateurs multilatéraux et bilatéraux, le secteur privé et les organisations internationales afin de mobiliser un appui financier et technique pour le développement durable et inclusif des transports en Asie et dans le Pacifique.

B. Recommandations

1. Le Forum se félicite des diverses activités menées par le secrétariat et prie ce dernier de continuer d'aider les membres et membres associés à poursuivre l'application de la phase II du Programme d'action régional.

2. Le Forum prie le secrétariat de continuer de promouvoir les accords intergouvernementaux sur les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique et l'Accord intergouvernemental sur les ports secs, qui constituent la base d'un système de transport et de logistique international intermodal intégré dans la région.

3. Le Forum prie le secrétariat de poursuivre son assistance pour le renforcement des capacités nationales requises pour les divers aspects de la facilitation et de la logistique des transports.

[6] Résolution 68/4 de la Commission, appendice I.

4. Reconnaissant le rôle clef des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la mise au point de systèmes logistiques efficaces, le Forum demande au secrétariat de renforcer ses travaux de recherche dans ce domaine, y compris l'étude sur les systèmes d'information logistique recommandés par le Séminaire régional sur le développement de systèmes logistiques efficients et efficaces, tenu à Hangzhou (Chine) en mai 2013, et d'aider à renforcer les capacités régionales et sous-régionales en vue de la mise en place de systèmes de services logistiques coordonnés dans la région à l'aide des TIC.

5. Reconnaissant que les transports urbains et ruraux constituent des éléments clefs du transport durable, le Forum invite le secrétariat à œuvrer davantage pour la promotion et le partage des connaissances dans ces domaines.

6. Le Forum prie le secrétariat de poursuivre ses travaux en application du Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020.

II Compte rendu des travaux

A. Examen de l'application de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016)

(Point 2 de l'ordre du jour)

1. La réunion était saisie du document intitulé « Examen de l'application de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016) » (E/ESCAP/FAMT(2)/1). Ce document était accompagné d'une note d'information intitulée « Activities implemented under the Regional Action Programme for Transport Development in Asia and the Pacific, phase II (2012-2016) » (E/ESCAP/FAMT(2)/INF/4).

2. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Arménie, Bangladesh, Chine, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Mongolie et Turquie. Les représentants de l'Institut asiatique pour le développement des transports (AITD) et de l'Union internationale des transports routiers (IRU) ont également fait des déclarations.

3. Le Forum a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional, phase II (2012-2016). Il s'est félicité des diverses activités menées par le secrétariat.

4. Le Forum a noté l'engagement pris par les pays d'assurer la mise en œuvre de la phase II du Programme d'action régional. Plusieurs délégations ont également renouvelé leur appui au secrétariat pour l'organisation d'activités dans le cadre de la phase II du Programme d'action régional.

5. Le Forum s'est déclaré satisfait de l'action engagée par le secrétariat pour la mise en place d'un réseau de transport régional intégré, en particulier en proposant aux États membres de grandes options pour le développement des infrastructures de transport dans la région.

6. Le Forum a noté avec satisfaction la participation du secrétariat à la session du Comité des transports intérieurs et à la Réunion ministérielle sur les liaisons de transport Europe-Asie, qui avait été organisée à Genève le 26 février 2013 par la Commission économique pour l'Europe, et a relevé que la Déclaration commune sur le développement futur de liaisons de transport Europe-Asie constituerait une contribution importante pour le développement des liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie.

7. Le Forum a pris acte des conclusions du Groupe de travail du projet du Programme spécial pour les pays d'Asie centrale (SPECA) relatif aux transports et aux points de passage frontaliers et s'est félicité de l'appui que les secrétariats de la CESAP et de la CEE apportaient à ses activités. Il a fait part de son souhait de voir le Bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale continuer de jouer un rôle important dans ce domaine.

8. Le Forum s'est déclaré intéressé par l'étude des aspects juridiques de la connectivité entre les sous-régions. À cet égard, il a formulé l'espoir qu'un séminaire prévu à Bangkok en décembre 2013 sur ce thème pourrait être le point de départ de travaux futurs de la Commission.

9. Le Forum a pris note de la priorité accordée par la Chine à l'amélioration de la facilitation et de la logistique des transports avec ses pays voisins, en particulier dans le cadre de la coopération menée par l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et dans la sous-région Bassin du Mékong, et de la coopération engagée dans les domaines des transports et de la logistique en Asie du Nord-Est, notamment grâce au Réseau de services d'information sur la logistique en Asie du Nord-Est (NEAL-NET).

10. Les représentants de l'AITD et de l'IRU ont fait part du plein appui de leurs organisations pour la mise en œuvre du Programme d'action régional et précisé que nombre des objectifs de ce dernier cadraient avec leurs propres objectifs.

B. Questions majeures dans le domaine des transports

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Renforcer la connectivité des réseaux régionaux et interrégionaux de transport

11. La réunion était saisie des documents intitulés « Renforcer la connectivité des réseaux régionaux et interrégionaux de transport » (E/ESCAP/FAMT(2)/2) et « Document final de la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et de la logistique interinsulaires dans les pays insulaires du Pacifique » (E/ESCAP/FAMT(2)/6).

12. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Arménie, Bangladesh, Chine, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Malaisie, Myanmar, Népal, République de Corée, Thaïlande et Turquie. Les représentants de l'AITD et de l'IRU ont également fait des déclarations.

13. Le Forum a noté avec satisfaction que de nombreux pays avaient pris des initiatives pour développer la connectivité avec leurs voisins en vue d'accroître la connectivité des transports dans l'ensemble de la région. Outre diverses initiatives bilatérales entre pays voisins, plusieurs pays utilisaient aussi les cadres de coopération sous-régionaux tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Association sud-asiatique de

coopération régionale (ASACR), le Couloir Europe-Caucase-Asie, le Forum Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar pour la coopération régionale, l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, la Sous-région Bassin du Mékong, la Stratégie de coopération économique Ayeawady-Chao Phraya-Mékong et le Triangle de croissance Indonésie-Malaisie-Thaïlande, comme bases pour le développement de réseaux régionaux de transport et le renforcement de la connectivité des transports dans la région.

14. Le Forum a réaffirmé l'importance de la connectivité régionale et a estimé que l'Accord intergouvernemental sur les ports secs[7] constituait un instrument utile pour aider à atteindre cet objectif. Il a estimé également que l'Accord faciliterait l'intégration des réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique et constituerait une démarche positive en faveur de la réalisation d'un système de transport et de logistique international intermodal intégré pour la région. Il a noté en outre le potentiel que l'Accord pouvait offrir pour l'amélioration de la logistique dans la région.

15. Le Forum a relevé que la connectivité était d'importance particulière pour les pays sans littoral et a noté que les pays de transit s'employaient de plus en plus à développer leur infrastructure de transport pour offrir des facilités de transit à leurs voisins. Il a noté également le potentiel de transit du Bangladesh, de la République islamique d'Iran et du Myanmar par les couloirs de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique.

16. Le Forum a été informé d'un certain nombre de projets en cours. Ainsi, il a noté que la Turquie mettait en œuvre divers projets destinés à assurer la connectivité avec les pays voisins et les régions voisines. Il a noté avec intérêt l'achèvement et la récente inauguration du projet Marmaray, reliant l'Asie et l'Europe par le rail. Il a relevé également l'assistance technique offerte par le Gouvernement indien au Bhoutan, au Myanmar et au Népal pour le développement de la connectivité interpays. Il a noté enfin l'achèvement de l'étude de faisabilité sur le projet de ligne Sud en Arménie, qui constituerait une liaison ferroviaire entre le réseau existant et la frontière Sud de l'Arménie.

17. De nombreuses délégations ont donné des informations sur le développement de l'infrastructure routière de leurs pays. Le Forum a pris note des initiatives prises pour le développement de la Route d'Asie par l'Arménie, le Bangladesh, la Chine, l'Inde, la République islamique d'Iran, la Mongolie, le Népal, le Myanmar et la Turquie, y compris les progrès réalisés pour améliorer les axes de la Route d'Asie et d'autres routes nationales et liaisons routières à destination de pays voisins.

18. S'agissant du renforcement des capacités, le Forum a noté que l'AITD avait organisé trois ateliers de formation à l'intention des gestionnaires des administrations ferroviaires de la région sur l'opérationnalisation du Chemin de fer transasiatique et, plus récemment, un programme de formation de 2 semaines à l'intention du personnel des chemins de fer de l'Asie du Sud et du Sud-Est sur la planification, la conception, le développement et l'exploitation des ports secs.
Le représentant de l'AITD a souligné qu'il importait que les gestionnaires des administrations ferroviaires reçoivent une formation pratique sur le calcul des coûts et la fixation des tarifs des services de transport et a fait savoir que l'Institut était disposé à collaborer avec la CESAP dans ce domaine.

[7] Résolution 69/7 de la Commission.

19. Le Forum a noté aussi que l'Initiative d'autoroute modèle de l'IRU faciliterait les transports routiers internationaux tout en améliorant la sécurité routière dans la région. Le représentant de l'IRU a informé le Forum que son organisation avait récemment organisé deux conférences de haut niveau sur les transports et le transit en Asie centrale, en collaboration avec les Gouvernements tadjik et turkmène.

20. Le Forum a été informé de l'adoption de la Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et services connexes dans le Pacifique à la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et de la logistique interinsulaires dans les pays insulaires du Pacifique, qui avait eu lieu à Suva du 23 au 25 juillet 2013. Il a noté que l'application de la Déclaration de Suva améliorerait la connectivité pour les États et territoires archipélagiques et les petits pays insulaires en développement.

2. Créer un environnement propice à la facilitation des transports internationaux et de la logistique

21. La réunion était saisie du document intitulé « Créer un environnement propice à la facilitation des transports internationaux et de la logistique » (E/ESCAP/FAMT(2)/3).

22. Les représentants des pays ci-après ont fait des déclarations: Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fédération de Russie, Japon, Népal, République de Corée, Turquie et Viet Nam. Les représentants de l'AITD et de l'IRU ont également fait des déclarations.

23. Le Forum a souligné l'importance de la facilitation effective des transports pour assurer l'intégration des pays membres aux marchés régionaux et mondiaux, accroître leur compétitivité, attirer l'investissement étranger direct et les touristes, et renforcer la coopération régionale pour le développement du secteur des transports.

24. Le Forum a noté l'existence d'obstacles non physiques aux transports routiers internationaux, notamment l'existence de formalités et procédures compliquées pour le passage des frontières, les inspections redondantes, les modalités restrictives des permis de transport routier, le manque de coordination entre les organismes frontaliers de part et d'autre des frontières et le coût élevé des frais de transit.

25. Le Forum a noté aussi les mesures prises par les pays pour supprimer les obstacles non physiques, en particulier la pré-déclaration électronique des marchandises, l'utilisation du système de positionnement par satellite pour les véhicules, le développement du transport combiné, la construction de postes de contrôle intégrés au passage des frontières, l'exploitation de systèmes électroniques d'information sur la circulation, la constitution de postes douaniers communs, la modernisation des systèmes au passage des frontières par l'utilisation de programmes de partenariats public-privé, l'accession aux conventions internationales sur la facilitation des transports, et la conclusion d'accords bilatéraux et sous-régionaux.

26. Le Forum a noté en outre les mesures prises par les pays membres de l'Union douanière et de l'espace économique commun Bélarus-Kazakhstan-Fédération de Russie pour l'établissement de l'Union eurasienne, dans le cadre de laquelle serait appliquée une politique coordonnée de transport qui contribuerait au développement de la connectivité régionale des transports.

27. Le Forum a réaffirmé l'importante contribution du Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux à la recherche de solutions aux problèmes du développement des transports routiers internationaux dans la région.

28. Le Forum a fait bon accueil aux modèles de facilitation des transports élaborés par le secrétariat pour traiter des problèmes opérationnels du transport routier international. La délégation bhoutanaise a prié le secrétariat d'organiser des ateliers ou séminaires pour aider les parties intéressées à bien comprendre les avantages potentiels et les coûts de l'application de ces modèles.

29. Le Forum a insisté sur l'importance de l'harmonisation des cadres juridiques régissant les transports routiers et ferroviaires internationaux, grâce notamment à l'adhésion aux conventions recommandées par la Commission dans sa résolution 48/11 sur les modes de transport routier et ferroviaire sous l'angle des mesures de facilitation.

30. Le Forum a noté l'importance de la mise en place d'un cadre juridique efficace pour les transports ferroviaires internationaux et a remercié le secrétariat pour avoir réalisé une étude très complète sur la facilitation des transports ferroviaires. Il a apporté son appui au projet de création d'un cadre régional pour la facilitation des transports ferroviaires internationaux.

31. Le Forum a remercié le secrétariat pour le soutien technique et financier apporté à l'élaboration de l'Accord intergouvernemental entre les pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai sur la facilitation des transports routiers internationaux, et a noté avec satisfaction qu'il était prévu que l'Accord soit signé en novembre 2013.

32. Le Forum a pris acte des résultats du Séminaire sur les transports transfrontières entre la Chine, la Mongolie et la Fédération de Russie, tenu à Bangkok les 23 et 24 avril 2013, et a appuyé la recommandation selon laquelle ces trois pays devraient négocier un instrument juridique trilatéral sur les transports routiers en transit mettant l'accent sur l'itinéraire AH4.

33. Le Forum a convenu qu'il importait de mettre au point un système agréé et durable de formation à l'intention des transitaires, des entrepreneurs de transport multimodal et des fournisseurs de services logistiques de la région, et a encouragé le secrétariat à coopérer avec la Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA) pour la mise en place de ce système.

34. Le Forum a pris note de la poursuite des efforts pour promouvoir des transports intermodaux internationaux efficaces dans le cadre de la Conférence ministérielle Chine-Japon-République de Corée sur les transports et la logistique, y compris le système de transport intermodal terre-mer entre la Chine et la République de Corée, et un projet pilote sur l'accès mutuel des véhicules transportés par bateau aux réseaux routiers respectifs du Japon et de la République de Corée. À ce propos, le Forum a pris note de l'offre de la République de Corée de partager expérience et connaissances dans ce domaine avec les autres pays membres.

35. Le Forum a pris note de l'adoption d'une politique logistique nationale au Japon en juin 2013, qui prévoyait l'expansion des fonctions logistiques des aéroports et des ports du pays, le développement des services de transroulage, la normalisation de la palettisation, et le développement des ressources humaines, notamment dans la région de l'ASEAN. Le Forum a

également noté que le Japon était tout à fait disposé à partager son expérience et sa technologie avec les autres pays membres en vue de la mise en place de systèmes logistiques efficaces.

36. Le représentant de l'IRU a exprimé la gratitude de son organisation à la Commission pour l'adoption du Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux, et s'est félicité de la future signature de l'Accord intergouvernemental des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai sur la facilitation des transports routiers internationaux. Il a insisté sur la nécessité d'adhérer aux instruments juridiques multilatéraux comme l'a recommandé la Commission dans sa résolution 48/11 et a informé le Forum du projet d'une étude portant sur les systèmes de permis utilisés pour les transports routiers internationaux.

37. Le représentant de l'AITD a félicité le secrétariat pour les informations contenues dans le document E/ESCAP/FAMT(2)/3 sur les nouveautés en matière d'utilisation des nouvelles technologies pour la création d'un environnement propice à la facilitation des transports et sur l'harmonisation des cadres techniques, opérationnels, juridiques, réglementaires et commerciaux en vue d'éliminer les tracasseries dans les mouvements transfrontières des marchandises.

3. Formules novatrices pour le financement du développement et de l'entretien des infrastructures régionales

38. La réunion était saisie du document intitulé « Formules novatrices pour le financement du développement et de l'entretien des infrastructures régionales » (E/ESCAP/FAMT(2)/4).

39. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Bangladesh, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Népal, Tadjikistan et Thaïlande. Les représentants de l'AITD et de l'IRU ont également fait des déclarations.

40. Le Forum a reconnu la valeur du travail accompli par le secrétariat pour répertorier les formules de financement du développement des transports, et en particulier de son travail sur les partenariats public-privé. Il a noté que l'ampleur des besoins de la région en matière d'investissement dans le secteur des transports nécessitait d'autres sources et méthodes de financement. À cet égard, il a appuyé la résolution 69/6 de la Commission sur l'application de la Déclaration de Téhéran en vue de promouvoir les partenariats public-privé dans le développement des infrastructures en Asie et dans le Pacifique pour le développement durable, et a encouragé le secrétariat à continuer de promouvoir le partage des connaissances et le renforcement des capacités dans ce domaine. Le représentant du Népal a demandé au secrétariat de fournir une aide pour l'établissement de cadres institutionnels et le développement des capacités afin d'aider son pays à attirer davantage d'investissements privés dans les projets de transport.

41. Le Forum a noté qu'un nombre important de projets avait déjà été mis en œuvre dans la région à l'aide de partenariats public-privé et que nombre de pays avaient pris des mesures pour améliorer les conditions d'investissement en vue d'attirer les investissements privés, en mettant en place, par exemple, un cadre juridique favorable.

42. Le Forum a noté qu'attirer le secteur privé pour le financement et le partage de risques en matière de développement des infrastructures de transport demeurait difficile et a en outre estimé que les pays pourraient tirer

des enseignements du partage de leur expérience de projets mis en œuvre grâce à des partenariats public-privé ou en échangeant des données sur les projets mis en œuvre dans la région. À cet égard, l'IRU a offert de partager l'information sur l'Initiative de route modèle pour laquelle le partenariat public-privé était envisagé comme mécanisme de mise en œuvre.

43. Le Forum a aussi noté les efforts entrepris par les pays afin d'utiliser les droits d'usage routier, les taxes sur les carburants et les frais d'enregistrement pour financer les investissements nécessaires à la préservation et au maintien des biens existants. Le représentant de l'AITD a mentionné, à cet égard, que le budget de l'entretien était d'ordinaire le premier à être réduit lorsqu'on cherchait à faire des économies, et qu'il était donc important de trouver des mécanismes novateurs de financement pour garantir de manière adéquate celui de l'entretien.

44. Le Forum a noté que les fonds infrastructurels régionaux étaient particulièrement utiles pour le développement de l'infrastructure transfrontalière et qu'il fallait activer certains des instruments existants pour le développement de l'infrastructure de transport.

4. Promouvoir des transports durables et inclusifs

45. La réunion était saisie du document intitulé « Promouvoir des transports durables et inclusifs » (E/ESCAP/FAMT(2)/5).

46. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Bhoutan, Chine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malaisie, Népal et Thaïlande. Les représentants de l'AITD et du Centre des Nations Unies pour le développement régional (CNUDR) ont également fait des déclarations.

47. Le Forum a insisté sur la nécessité d'une collaboration entre l'ONU et les autres organismes de développement pour élaborer un programme de transports durables. Il a pris note de la collaboration fructueuse entre les commissions régionales en vue de l'élaboration du modèle intitulé Futurs systèmes de transport intérieur (ForFITS) permettant de mesurer les émissions des transports intérieurs. Il a aussi noté l'application du modèle à l'évaluation des options politiques en matière de transports durables.

48. Le Forum a noté les initiatives des États membres pour élaborer des plans directeurs nationaux intégrant des politiques de transports durables, telles que la promotion des trains à grande vitesse et autres modes économes en carburant. Le Forum a pris note du plan du Gouvernement népalais visant à élaborer, avec l'assistance du CNUDR, une stratégie de transport écologiquement durable sur la période 2015-2040, et de la demande formulée par la délégation népalaise d'un appui du secrétariat à cet égard.

49. Le Forum a noté les diverses mesures nationales actuellement mises en œuvre par les États membres pour améliorer la qualité, l'accessibilité et l'efficacité des systèmes de transport public urbains par le développement et l'amélioration des systèmes de transport public tels que le rail lourd, le transit rapide par bus, le transit léger sur rail, le tramway et le métro, et la construction de terminaux de transport intégré ainsi que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour les systèmes de transport intelligent.

50. Le Forum a insisté sur la nécessité d'améliorer la qualité des systèmes de transport en Asie et dans le Pacifique pour fournir à tous des transports

sûrs, respectueux de l'environnement et adaptés. Il a noté l'importance de répondre aux besoins de mobilité des personnes âgées et des personnes défavorisées. À cet égard, il s'est félicité de l'offre faite par le Japon de partager son expérience en la matière.

51. Le Forum a noté la nécessité de privilégier le rail et d'accroître l'efficacité des chemins de fer. À cet égard, il a pris note des initiatives du Gouvernement indien pour mettre en place deux couloirs réservés au fret ferroviaire, qui amélioreraient la durabilité du transport des marchandises.

52. Le Forum a noté les diverses politiques menées en faveur de l'entretien de l'infrastructure ferroviaire. Une délégation a demandé aux États membres d'allouer des ressources suffisantes afin de garantir le financement durable en matière d'entretien.

53. Le Forum a souligné que les questions relatives à la connectivité, à l'intégration des transports, à la facilitation du transport et à la logistique devraient être considérées comme hautement prioritaires dans les programmes et projets pour le développement durable et inclusif des transports.

54. Mettant en avant l'importance de disposer de systèmes de transport de fret économes en énergie conformément à l'objectif 12 de la Déclaration de Bangkok pour 2020: objectifs pour le transport durable pour 2010-2020[8], le Forum a noté l'idée d'un accord régional volontaire sur les initiatives vertes en matière de fret, examiné au septième Forum régional sur les transports écologiquement viables, qui s'est tenu à Bali (Indonésie) du 23 au 25 avril 2013, et la nécessité d'y donner suite par une collaboration interinstitutions entre l'ASACR, l'ASEAN, la CESAP, le CNUDR et le Programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie du Sud.

55. Le Forum a souligné l'importance des routes rurales pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans la mesure où la moitié de la population mondiale vivait encore dans les zones rurales. Certains délégués ont fourni des informations sur l'extension des réseaux routiers dans les zones rurales ainsi que sur la connectivité des transports et la fourniture de services de transport. À cet égard, le Forum a noté le rôle que pourraient jouer les organisations non gouvernementales et le secteur privé en faveur de l'amélioration de l'entretien des routes rurales et s'est félicité de la poursuite de l'échange d'informations en la matière.

56. Le Forum a souligné la nécessité d'améliorer la sécurité routière, et a noté que de nombreux pays avaient commencé à prendre des mesures pour améliorer la sécurité routière, notamment en fixant des objectifs et des cibles, en élaborant des plans et des stratégies nationaux de sécurité routière, en incorporant des audits de sécurité dans la conception et la construction des routes, en installant une signalisation routière appropriée et en mettant en œuvre des programmes éducatifs et de sensibilisation. À cet égard, plusieurs délégations ont informé le Forum de la réduction du nombre des décès et de l'amélioration de la sécurité routière par la mise en œuvre de mesures d'intervention dans ce domaine.

57. Le Forum a noté que l'application des systèmes de transport intelligent et des systèmes de transport de haute qualité pouvait réduire le nombre des accidents de la route.

[8] E/CN.17/2011/18, annexe, pièce jointe.

58. Le Forum s'est félicité de la Déclaration conjointe sur l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique, adoptée par la Réunion régionale d'experts sur les progrès accomplis dans l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique, qui s'était tenue à Séoul du 8 au 10 mai 2013 durant la deuxième Semaine mondiale des Nations Unies pour la sécurité routière.

59. Le Forum a remercié le secrétariat de l'action qu'il avait menée en application du Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020.

60. Le représentant de la Fédération de Russie a informé le Forum que son gouvernement avait l'intention de soumettre pour examen à l'Assemblée générale, à sa soixante-huitième session, un projet de résolution sur la sécurité routière.

C. Projet de déclaration ministérielle (Point 4 de l'ordre du jour)

61. Les hauts responsables étaient saisis du projet de déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale (E/ESCAP/FAMT(2)/WP.1).

62. Après quelques délibérations, les hauts responsables ont recommandé que le projet de déclaration ministérielle soit soumis aux ministres pour examen et adoption.

D. Adoption du rapport des hauts responsables (Point 6 de l'ordre du jour)

63. Les hauts responsables ont adopté le projet de rapport concernant les points 1 à 6 de l'ordre du jour le 6 novembre 2013 (E/ESCAP/FAMT(2)/CRP.1).

E. Débat d'orientation sur « Les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale » (Point 7 de l'ordre du jour)

64. Le Forum a reconnu le rôle important de la connectivité des transports en tant qu'outil de l'intégration régionale, de la croissance économique et du développement durable, et a noté avec satisfaction le niveau accru de participation des États membres aux forums internationaux où des questions de cet ordre étaient examinées. À cet égard, il a noté que la mise en place de l'infrastructure nécessaire au renforcement de la connectivité des transports posait des problèmes particuliers aux pays sans littoral auxquels il fallait faire face.

65. Constatant les bienfaits de la connectivité entre les pays, un certain nombre d'États membres avaient mis en œuvre des projets pour renforcer les infrastructures sur les itinéraires des réseaux du Chemin de fer transasiatique et de la Route d'Asie menant aux pays voisins. À cet égard, le Forum a reconnu que le Programme d'action régional, phase II (2012-2016), qui avait été adopté en 2012 à la deuxième session de la Conférence ministérielle sur les transports, fournissait un cadre utile dans les limites duquel les pays pouvaient planifier leur développement infrastructurel.

66. Le Forum a reconnu l'importance croissante accordée au développement d'installations intermodales, y compris les ports secs. À cet égard, il a été d'avis que les ports secs jouaient un rôle essentiel pour l'intégration des réseaux du Chemin de fer transasiatique et de la Route d'Asie.

67. Le Forum a souligné que la coopération régionale était essentielle pour réaliser la connectivité entre les pays, et a estimé que le secrétariat devrait continuer à jouer un rôle important à cet égard. Il s'est également félicité des politiques et des mesures que beaucoup de pays avaient mises en place pour renforcer la connectivité avec leurs voisins.

68. Le Forum a noté l'existence d'un grand nombre d'instruments juridiques bilatéraux et multilatéraux en matière de transport transfrontalier et de transit, et a mis l'accent sur leur rôle important pour la facilitation des transports et la promotion du commerce, de l'investissement et du tourisme.

69. Le Forum a été informé des diverses mesures prises par les pays pour mettre en œuvre des instruments juridiques bilatéraux et multilatéraux, y compris les amendements aux législations et réglementations nationales, la promulgation de nouvelles lois et réglementations, la diffusion d'information à toutes les parties concernées, le renforcement des capacités, la coordination et l'appui financier.

70. Le Forum a proposé que le Réseau régional des experts juridiques et techniques sur la facilitation des transports serve de plateforme pour partager les données d'expérience et les bonnes pratiques concernant les arrangements bilatéraux en matière de transport transfrontalier et en transit, outre ceux ayant trait aux conventions internationales et aux accords sous-régionaux.

71. Le Forum a reconnu l'importance de l'harmonisation des régimes juridiques dans le domaine des transports et de l'élaboration d'accords régionaux sur le développement et la facilitation du transport international pour la poursuite du développement du secteur des transports dans la région et son intégration au système mondial des transports.

72. Le Forum a noté que des ressources considérables étaient nécessaires pour le développement régional des infrastructures de transport et qu'il importait de trouver des mécanismes de financement différents tels que les partenariats public-privé. À cet égard, il s'est félicité de la convocation de la troisième Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures, tenue à Téhéran le 14 novembre 2012[9], qui avait contribué à faire mieux connaître les partenariats public-privé et les moyens de lever les obstacles à la participation du secteur privé.

[9] Voir E/ESCAP/69/24.

73. Le Forum a reconnu le rôle important des systèmes de transport durables, inclusifs et de haute qualité pour soutenir la croissance économique durable, améliorer le bien-être de la population et renforcer l'intégration régionale. À cet égard, il a pris note des diverses mesures politiques prises par les États membres, telles que l'élaboration de plans directeurs sur les transports urbains, l'amélioration des transports publics urbains, la promotion des transports non motorisés, la technologie verte pour réduire les émissions, et l'utilisation de carburants de substitution et des systèmes de transport intelligent. À cet égard, il s'est félicité du thème de la session, à savoir « Les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale ».

74. Le Forum a reconnu la nécessité de prendre en compte les questions d'économie d'énergie et de réduction des émissions au niveau de la planification et de la conception des infrastructures de transport ainsi que la nécessité d'adapter et de développer des infrastructures de transport résilientes.

75. Constatant les besoins des populations rurales reculées et dispersées en matière de transport, le Forum a souligné l'importance d'améliorer l'accès rural. Il a noté que l'amélioration de l'accessibilité rurale contribuait largement à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

76. Le Forum a exprimé sa profonde gratitude aux Gouvernements de la Chine, de la Fédération de Russie et de la République de Corée pour leur appui technique et financier en faveur de la mise en œuvre de la phase II du Programme d'action régional.

77. La République de Corée a invité les pays à participer à la Réunion régionale d'experts sur les options politiques pour le développement des transports durables, qui devrait se tenir à Incheon (République de Corée), du 27 au 29 novembre 2013.

78. Dans les déclarations qu'ils ont prononcées au cours du débat d'orientation, les délégués et les représentants ont fourni des précisions sur les politiques de transport, les expériences de développement et d'autres initiatives de leurs pays respectifs.

79. L'**Arménie** a continué de centrer son action sur l'amélioration de ses infrastructures de transport, notamment la construction de nouvelles liaisons routières et ferroviaires et l'amélioration des liaisons routières et ferroviaires existantes le long du Couloir de transport Nord-Sud, la remise en état de grands tronçons routiers internationaux dans la direction du nord, ainsi que le projet de construction d'un port sec à proximité de l'aéroport international d'Erevan. Elle a aussi prévu de lancer de nouveaux projets pour développer des liaisons routières et ferroviaires dans la direction du sud pour accroître le potentiel de transit du pays par la connexion avec le réseau ferroviaire de l'Asie de l'Ouest.

80. L'**Azerbaïdjan** a mis en œuvre un programme national d'action pour le développement durable et le fonctionnement efficace de son système de transport, qui comprenait la construction en cours des voies ferrées Bakou-Tbilissi-Kars reliant les réseaux ferroviaires de l'Europe et de l'Asie, le développement du nouveau port maritime international de commerce de Bakou pour accroître la capacité de transport dans le bassin de la mer Caspienne, et la construction et l'amélioration de routes et de voies ferrées essentielles. Au cours des cinq dernières années, le secteur des transports avait représenté 20 % de la totalité des investissements dans le pays.

81. La délégation azerbaïdjanaise a déclaré regretter que son gouvernement n'était pas en mesure d'appliquer pleinement les dispositions de la Déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale en raison de l'occupation de territoires de l'Azerbaïdjan – région du Haut-Karabakh et sept provinces contiguës – par l'Arménie. La délégation arménienne a exprimé l'avis que les questions politiques de cette nature n'étaient pas de la compétence du Forum et que la déclaration précédente ne rendait pas exactement compte de la situation.

82. Le **Bhoutan** avait étendu considérablement la couverture de son réseau routier en reliant la plupart des agglomérations rurales au réseau routier principal. Il était prévu d'entreprendre en 2014 la construction d'un port sec. Afin de résoudre le problème de congestion urbaine, on entreprendrait d'améliorer les transports publics et non motorisés et de mettre en place des systèmes de transport intelligent destinés à mieux gérer la circulation. La possibilité de regrouper au sein d'une seule administration toutes les activités relatives aux transports afin d'améliorer la planification, la coordination et la mise en œuvre des politiques dans ce secteur était à présent à l'étude.

83. Le **Cambodge** avait entrepris la construction de 145,5 km de liaisons routières et de deux ponts sur le Mékong; la mise au niveau de la classe I de la route reliant Phnom Penh à la frontière thaïlandaise; et la construction d'un tronçon ferroviaire entre Serei Saophoan et Poipet le long de la ligne de chemin de fer reliant Singapour à Kunming. Il avait également modernisé les deux principaux ports maritimes du pays, à savoir ceux de Phnom Penh et de Sihanoukville, et avait mis en exploitation un nouveau terminal à conteneurs en 2012 pour répondre à l'accroissement du trafic actuel et futur.

84. La **Chine** favorisait le développement durable, l'intégration régionale et la connectivité en accélérant la mise en place de systèmes de transport globaux commodes, sûrs, économiques, efficaces et non préjudiciables pour l'environnement, et l'établissement de systèmes de transport intelligent, en mettant en œuvre une stratégie de priorisation des transports publics et en favorisant activement le développement de la logistique des transports. Elle visait le « transfert à distance nulle » pour le transport des passagers et une « connexion sans solution de continuité » pour le transport des marchandises dans le cadre des systèmes de transport globaux du pays et avait augmenté considérablement les crédits pour le développement des transports publics. Par ailleurs, elle avait réalisé des projets pilotes de « villes privilégiant les transports en commun ».

85. L'**Inde** avait prévu les réalisations suivantes: 25 000 km de nouvelles lignes ferroviaires; 30 000 km de voies ferrées dédoublées ou multiples; une augmentation de la vitesse des trains de passagers et de marchandises respectivement de 60 % et de 30 % en moyenne; et une augmentation de la production de wagons de marchandises de 25 000 à 75 000 unités et de voitures de voyageurs de 2 500 à 10 000 unités par an d'ici à 2020. Elle mettait en place des couloirs spécifiquement réservés au transport des marchandises afin de rendre plus efficace le transport de fret. Afin d'améliorer la connectivité avec ses voisins, elle créait de nouvelles lignes, à savoir Jogbani-Biratnagar avec le Népal et Agartala- Akhaura avec le Bangladesh.

86. L'**Indonésie** restait déterminée à mettre sur pied un système de transport et de logistique intermodal intégré. Ces dernières années, des progrès considérables avaient été réalisés dans les domaines suivants:

construction et élargissement de ses réseaux routiers et ferroviaires; amélioration de ses ports maritimes, ports secs et aéroports; renforcement de ses réseaux de transport en commun; mise en place de systèmes de transport intelligent; et amélioration de la sécurité routière. S'agissant de l'amélioration de la sécurité routière, une instruction présidentielle sur l'application de la Décennie d'action pour la sécurité routière avait été émise en avril 2013. L'Indonésie avait accueilli en avril 2013 le septième Forum régional sur les transports écologiquement durables en Asie, qui avait adopté la Déclaration de Bali sur la Vision trois zéros – zéro embouteillage, zéro pollution et zéro accident – en vue de la prochaine génération de systèmes de transport en Asie, dans le but de promouvoir les transports écologiquement viables ainsi que le principe du transport écologique des marchandises comme l'un des éléments essentiels du transport durable. L'Indonésie envisageait de développer les liaisons maritimes afin de poursuivre l'innovation dans les transports transasiatiques.

87. La **République islamique d'Iran** avait signé 120 accords bilatéraux et multilatéraux relatifs aux transports, adhéré à plus de 10 accords multilatéraux régionaux, notamment aux accords intergouvernementaux sur les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique, et exécuté de nombreux projets dans le domaine des transports afin d'améliorer la connectivité avec les pays voisins. Considérant que les chemins de fer constituaient un mode de transport relativement sûr, efficace et abordable, le pays avait réalisé un certain nombre de projets ferroviaires, notamment la construction de tronçons manquants sur le réseau du Chemin de fer transasiatique sur son territoire, et établissait des couloirs de transit, à savoir le couloir de transport Nord-Sud, le Couloir de transport Europe-Caucase-Asie (TRACECA) et le couloir de transport Est-Ouest.

88. Le **Japon** prônait le concept de « transport de qualité » comme aspect important de la connectivité régionale. Il avait réussi à réduire les encombrements de circulation et à assurer un meilleur accès en favorisant les transports publics, en particulier les chemins de fer, et à engager la participation du secteur privé. Le Gouvernement s'efforçait à présent de rendre les transports publics plus accessibles aux personnes âgées. Le Japon a noté qu'une connectivité de grande qualité entre les mégalopoles et les villes locales améliorait les possibilités dans le secteur manufacturier et le tourisme dans ces villes.

89. La **République démocratique populaire lao,** le seul pays sans littoral de l'Asie du Sud-Est, situé géographiquement au centre à la fois de la sous-région de l'ASEAN et de la sous-région Bassin du Mékong, avait continué de moderniser et de développer ses infrastructures de transport, en prêtant une attention particulière aux itinéraires situés dans les couloirs économiques Est-Ouest et Nord-Sud. Une équipe spéciale avait été mise en place pour améliorer la facilitation des transports à tous les points de franchissement de frontière du pays. Le pays avait signé l'Accord « ciel ouvert » libéralisant le transport aérien entre le Cambodge, le Myanmar, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, ainsi que plus de 30 accords bilatéraux et multilatéraux portant sur les services aériens.

90. La **Malaisie** visait une réduction de ses émissions de dioxyde de carbone pouvant aller jusqu'à 40 % d'ici à 2020. Pour y parvenir, le pays avait formulé et appliquait des politiques nationales favorisant les technologies vertes, les sources d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique. Il avait entrepris en 2013 la mise en œuvre de la phase II du Programme de métamorphose nationale dans le but d'assurer 50 % des déplacements par les transports publics d'ici à 2020. Dans le cadre d'un

programme de dédoublement des voies et d'électrification, le pays augmentait la capacité de sa ligne de chemin de fer le reliant à la Thaïlande et planifiait actuellement la construction d'une ligne à grande vitesse entre Singapour et Kuala Lumpur.

91. Le **Myanmar** avait exécuté des projets de développement infrastructurel en vue d'atteindre son objectif de devenir une porte d'accès vers l'Europe pour certains pays de l'ASEAN et les zones frontalières de la Chine et de l'Inde. Les travaux d'infrastructure avaient permis de disposer a) de 148 689 km de route; b) de 5 922 km de lignes ferroviaires, dont 2 847 km en construction; c) de trois projets de construction de ports maritimes internationaux en eau profonde (à Kyaukphyu, Dawei et Kalagauk); et d) de 33 aéroports en exploitation, dont trois assurant les services internationaux.

92. Le **Népal** s'efforçait de renforcer la connectivité en améliorant la Route d'Asie; en développant la ligne ferroviaire Est-Ouest dans le cadre du réseau du Chemin de fer transasiatique; et en construisant des dépôts intérieurs de conteneurs et des postes de contrôle intégrés. Les routes devant relier les deux chefs-lieux de district restants devraient être achevées d'ici à 2014, alors que les équipements routiers existants étaient conservés et entretenus grâce à la perception de droits de péage auprès des usagers de la route. Le Népal envisageait de doter la vallée de Katmandou de transports publics rapides et de construire des réseaux de téléphérique pour relier les destinations touristiques.

93. La **République de Corée** appliquait dans le domaine des transports et de la logistique des politiques favorisant une croissance verte à faible intensité de carbone, comprenant les actions suivantes: améliorer les technologies afin de rendre les véhicules automobiles plus économes en carburant; faciliter l'utilisation des transports publics; restreindre l'utilisation des voitures privées; introduire une carte nationale de transport utilisable sur tous les modes de transport; et étendre les zones piétonnes et les pistes cyclables. En vue d'atteindre l'objectif de renforcer la connectivité dans la région, le Gouvernement avait concouru à la réalisation d'études de préfaisabilité de certains tronçons de la Route d'Asie.

94. La **Fédération de Russie** avait pris des mesures pour accroître l'efficacité des liaisons de transport internationales en vue de développer les systèmes de transport régionaux intégrés et les connexions de transport entre l'Europe et l'Asie. Elle envisageait d'investir 25 milliards de dollars dans des projets de transport ferroviaire dans la partie asiatique du pays afin d'accroître les capacités de transport et de réduire à sept jours le temps du voyage sur le Transsibérien. Elle avait aussi pour priorité la création d'un couloir de transport routier entre l'Europe et la Chine occidentale, ainsi que le développement des ports maritimes et des transports aériens dans la partie asiatique du pays.

95. Le **Tadjikistan** s'employait à élargir le cadre juridique régissant le développement des transports et de la logistique en signant de nouveaux accords intergouvernementaux, en adhérant à des conventions et accords internationaux, et en se dotant d'une législation nationale. Il avait mené à bien plusieurs grands projets d'infrastructure concernant la construction et la rénovation de routes, de ponts et de tunnels, ce qui contribuait à surmonter son isolement de pays sans littoral. Il envisageait d'établir des liaisons ferroviaires avec les pays voisins ainsi que des installations logistiques à l'aide de partenariats public-privé.

96. Avec pour objectif de devenir la plaque tournante logistique de la région, la **Thaïlande** avait rangé l'investissement dans les infrastructures au rang de ses priorités. Son plan de développement des infrastructures prévoyait la construction de routes à quatre voies en direction de neuf points de passage frontalier, le développement d'un système de transports publics de haute qualité dans les zones urbaines et l'amélioration du réseau ferroviaire. Le gouvernement avait également approuvé un projet de loi autorisant le Ministère des finances à emprunter deux trillions de baht pour financer quatre nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse.

97. La **Turquie** avait investi quelque 71 milliards de dollars au cours des dix années écoulées dans le développement de son secteur des transports et des communications, dont 46 milliards pour les routes et 12 milliards pour les voies ferrées. Des investissements supplémentaires avaient été effectués par le secteur privé et d'autres organisations dans de nombreux projets de transport. Avec l'inauguration, le 29 octobre 2013, du projet Marmaray, les réseaux de transport des parties européenne et asiatique de la Turquie étaient directement reliés, et une liaison ferroviaire ininterrompue entre Beijing et Londres était désormais rendue possible. La Turquie avait également lancé différents autres projets destinés à améliorer la connectivité avec les pays sans littoral et à offrir ainsi à ces pays un accès direct à ses ports.

98. Le **Viet Nam** avait modernisé l'itinéraire AH1 et projetait de porter l'ensemble du réseau local faisant partie de la Route d'Asie au niveau de la classe III ou au-dessus. Le pays s'employait à moderniser son infrastructure ferroviaire sur la ligne principale reliant Hanoi à Hô Chi Minh-Ville et sur le tronçon allant de Hanoi à Lao Cai, et collaborait par ailleurs avec le Cambodge à la construction du tronçon manquant entre Hô Chi Minh-Ville et Phnom Penh. Le gouvernement avait approuvé un schéma directeur pour l'établissement d'un réseau de ports secs et avait signé des accords bilatéraux et multilatéraux sur les transports routiers afin de promouvoir le commerce, l'investissement et le tourisme entre le pays et ses voisins.

99. Le représentant de la **Commission économique pour l'Europe (CEE)** a informé le Forum sur plusieurs instruments juridiques concernant la sécurité routière, les infrastructures de transport, les réglementations automobiles et la facilitation du passage des frontières. Il a mentionné notamment les récentes activités menées conjointement par la CEE et la CESAP, et a fait savoir que le Forum Europe-Asie sur la sécurité routière devant être organisé conjointement par la CEE et la CESAP en partenariat avec le Gouvernement indien et l'Institute of Road Traffic Education aurait lieu à New Delhi le 4 décembre 2013. Il a également informé le Forum de la Déclaration commune sur la promotion du transport ferroviaire entre l'Europe et l'Asie et des activités visant à établir un droit ferroviaire unifié[10], qui avait été signée à Genève cette année par 37 États.

100. Le représentant de l'**Union internationale des transports routiers** a fait savoir que le rôle de son organisation était de simplifier et harmoniser les transports routiers internationaux. À cet égard, il a informé le Forum de la Nouvelle initiative de transports terrestres eurasiatiques, de l'Initiative d'autoroute modèle et de l'outil de pré-déclaration électronique TIR, qui visaient à améliorer l'efficacité des transports routiers internationaux.

[10] ECE/TRANS/2013/2.

101. Le représentant de l'**Institut asiatique pour le développement des transports** a indiqué que le développement du capital humain, le renforcement de la coopération régionale et la promotion d'une croissance durable et inclusive pour tous les habitants de la région étaient trois éléments clefs du développement des transports en Asie, et a exprimé le soutien de son organisation dans ces différents domaines.

102. Le représentant du **Centre des Nations Unies pour le développement régional** a présenté les principaux aspects du septième Forum régional sur les transports écologiquement durables en Asie et a rappelé quelques succès importants obtenus dans le cadre de l'Initiative pour des transports écologiquement viables en Asie. Il a mentionné en particulier la Déclaration de Bangkok pour 2020: objectifs pour le transport durable pour 2010-2020[8], adoptée en 2010, et la Déclaration de Bali sur la Vision trois zéros – zéro embouteillage, zéro pollution, et zéro accident – en vue de la prochaine génération de systèmes de transport en Asie, adoptée en cette année 2013. Il a également souligné qu'il était important de progresser vers un accord régional sur le fret vert en tant que contribution essentielle au développement durable.

103. Le représentant de l'**Union internationale des chemins de fer (UIC)** a fait savoir au Forum que des « transports plus verts » étaient l'une des six priorités de son organisation depuis 2009 et que celle-ci avait publié de nombreuses études pour promouvoir cette idée. Il a également mentionné les récents efforts de l'UIC pour la mise au point de normes ferroviaires internationales visant à optimiser le coût du cycle de vie et d'assurer la fiabilité, la disponibilité, la maintenabilité et la sécurité des chemins de fer.

F. Questions diverses (Points 5 et 8 de l'ordre du jour)

104. Aucune autre question n'a été abordée.

G. Adoption de la déclaration ministérielle (Point 9 de l'ordre du jour)

105. Le Forum était saisi du projet de déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale (E/ESCAP/FAMT(2)/L.3).

106. Le Forum a adopté par acclamation la Déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale.

H. Adoption du rapport du Forum (Point 10 de l'ordre du jour)

107. Le rapport du Forum sur sa deuxième session a été adopté le 8 novembre 2013.

III. Organisation

A. Ouverture, durée et organisation du Forum

108. La deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports s'est tenue au Centre de conférence des Nations Unies à Bangkok du 4 au 8 novembre 2013. Le Forum se composait de deux segments: le Segment hauts responsables (du 4 au 6 novembre 2013) et le Segment ministériel (les 7 et 8 novembre 2013).

109. Le Segment ministériel a été ouvert par M. Chadchart Sittipunt, Ministre thaïlandais des transports. La Secrétaire exécutive de la CESAP a donné lecture du message du Secrétaire général et prononcé son allocution d'ouverture.

110. Le Segment hauts responsables a été ouvert par M. Somchai Siriwattanachoke, Secrétaire permanent du Ministère thaïlandais des transports. Une déclaration a également été faite par le Chef de la Division des transports de la CESAP pour souhaiter la bienvenue aux délégations.

B. Participation

111. Les représentants des membres et membres associés de la CESAP ci-après ont participé à la session: Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Népal, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Turquie et Viet Nam.

112. A également participé à la session un représentant de l'Autriche.

113. Étaient représentés les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après: le Bureau des affaires juridiques, le Centre des Nations Unies pour le développement régional, la Commission économique pour l'Europe et l'Organisation mondiale de la santé.

114. Ont également participé les organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et autres organisations suivantes: l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque asiatique de développement, Clean Air Asia, la Fondation japonaise de recherche pour le financement des infrastructures mondiales, la Fondation pour la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation en Asie, l'Institut asiatique pour le développement des transports, l'Institut d'études sur les politiques de transport, le Laboratoire de recherche sur le transport, le Partenariat pour des transports écologiques, à faible émission de carbone, le Secrétariat de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, l'Union internationale des chemins de fer et l'Union internationale des transports routiers.

C. Élection du Bureau

115. Le Forum a élu le Bureau suivant:

Président: M. Chadchart Sittipunt (Thaïlande)

Vice-Présidents: M. Hrant Beglaryan (Arménie)
M. D.N. Dungyel (Bhoutan)
M. Tauch Chankosol (Cambodge)
M. Fukui Ning (Chine)
M. Alexey Tsydenov (Fédération de Russie)
M. Bambang Susantono (Indonésie)
M. Yoshitaka Toui (Japon)
M. Ab. Aziz Kaprawi (Malaisie)
M. Gansukh Amarjargal (Mongolie)
M. Myint Thein (Myanmar)
M. Chhabi Raj Pant (Népal)
M. Hyung Koo Yeo (République de Corée)

M. Sommad Pholsena (République démocratique populaire lao)
M. Abbas Ahmad Akhoundi (République islamique d'Iran)
M. Nizom Hakimov (Tadjikistan)
M. Nguyen Hong Truong (Viet Nam)

Rapporteur: M. Abul Kashem Md. Badrul Majid (Bangladesh)

116. Le Segment hauts responsables a élu le Bureau suivant:

Président: M. Sudarshan Ram Bhandary (Népal)

Vice-Présidents: M. Vasim Sorya (Cambodge)
M. Erdem Direkler (Turquie)

Rapporteur: M. Farid Valiyev (Azerbaïdjan)

D. Ordre du jour

117. Le Forum a adopté l'ordre du jour suivant:

Segment hauts responsables

1. Ouverture de la session:
   a) Allocutions d'ouverture;
   b) Élection du Bureau;
   c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen de l'application de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016).
3. Questions majeures dans le domaine des transports:
   a) Renforcer la connectivité des réseaux régionaux et interrégionaux de transport;
   b) Créer un environnement propice à la facilitation des transports internationaux et de la logistique;
   c) Formules novatrices pour le financement du développement et de l'entretien des infrastructures régionales;
   d) Promouvoir des transports durables et inclusifs.
4. Projet de déclaration ministérielle.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport des hauts responsables.

Segment ministériel

7. Débat d'orientation sur « Les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale ».
8. Questions diverses.

9. Adoption de la Déclaration ministérielle.

10. Adoption du rapport du Forum.

11. Clôture du Forum.

E. Manifestations parallèles

118. Les manifestations parallèles suivantes ont été organisées:

a) La cérémonie de signature de l'Accord intergouvernemental sur les ports secs s'est tenue le 7 novembre 2013. Un total de quatorze pays ont signé l'Accord, et le Gouvernement thaïlandais a déposé un instrument de ratification, devenant ainsi le premier pays à ratifier l'Accord;

b) Deux séances spéciales intitulées « Rôle des organisations de transport dans la région » et « Cibles et indicateurs pour un objectif de développement durable des transports » se sont tenues le 6 novembre 2013;

c) La Foire aux solutions pour le transport durable s'est tenue du 6 au 8 novembre 2013.

Annexe

Liste des documents

Cote du document	Titre du document	Point de l'ordre du jour
Distribution générale		
E/ESCAP/FAMT(2)/1	Examen de l'application de la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016)	2
E/ESCAP/FAMT(2)/2	Renforcer la connectivité des réseaux régionaux et interrégionaux de transport	3 a)
E/ESCAP/FAMT(2)/3	Créer un environnement propice à la facilitation des transports internationaux et de la logistique	3 b)
E/ESCAP/FAMT(2)/4	Formules novatrices pour le financement du développement et de l'entretien des infrastructures régionales	3 c)
E/ESCAP/FAMT(2)/5	Promouvoir des transports durables et inclusifs	3 d)
E/ESCAP/FAMT(2)/6	Document final de la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et de la logistique interinsulaires dans les pays insulaires du Pacifique	3 a)
Distribution limitée		
E/ESCAP/FAMT(2)/L.1/Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté (révisé)	1 c)
E/ESCAP/FAMT(2)/L.2	Projet de rapport	10
E/ESCAP/FAMT(2)/L.3	Projet de déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale	9
Documents de séance		
E/ESCAP/FAMT(2)/CRP.1	Projet de rapport des hauts responsables	6
Documents de travail		
E/ESCAP/FAMT(2)/WP.1	Projet de déclaration ministérielle sur les transports en tant que clef du développement durable et de l'intégration régionale	4
Documents d'information		
E/ESCAP/FAMT(2)/INF/1 (en anglais seulement)	Information for participants	
E/ESCAP/FAMT(2)/INF/2 (en anglais seulement)	List of participants	
E/ESCAP/FAMT(2)/INF/3	Programme provisoire	
E/ESCAP/FAMT(2)/INF/4 (en anglais seulement)	Activities implemented under the Regional Action Programme for Transport Development in Asia and the Pacific, phase II (2012-2016)	2